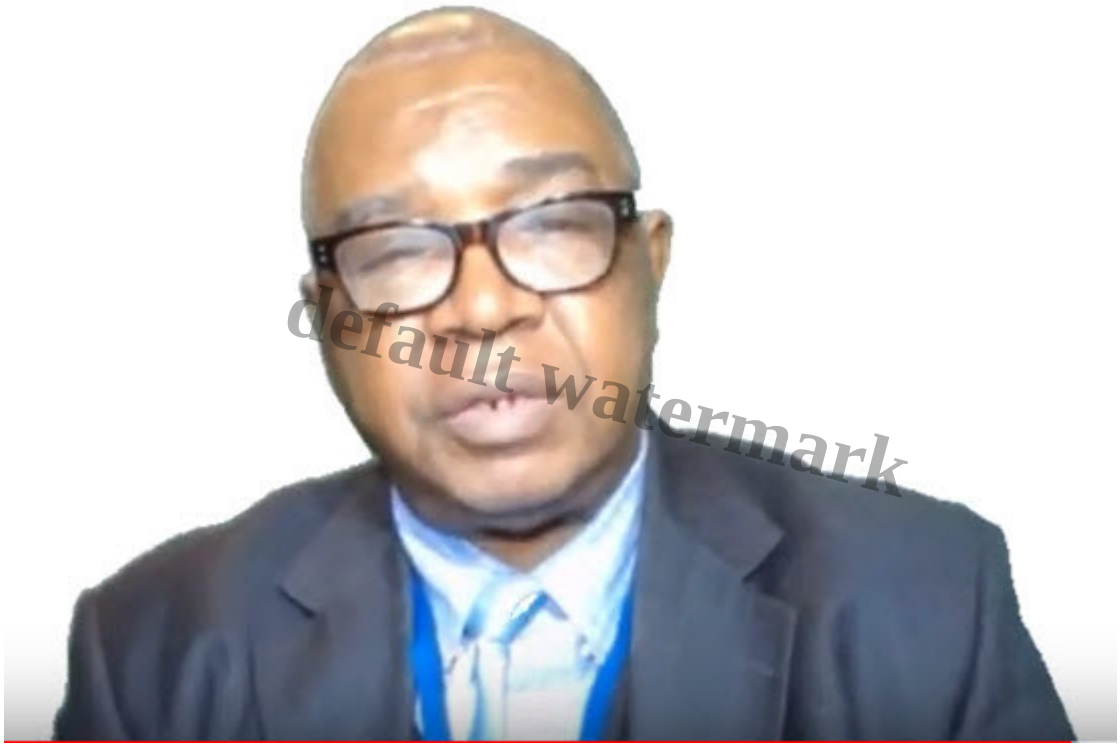
Vision pour la Construction de la RDC

Description



VISION ET STRATEGIES POUR SAUVER LA RDC

PREAMBULE

NÃ©cessitÃ© dâ??une vision patriotique pour la nouvelle RDC

La RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo sâ??est engagÃ©e dans une transition politique vers la dÃ©mocratie. En dÃ©pit du constat quâ??Ã ce jour, cette transition semble vidÃ©e de son contenu et que la RDC est sur une pente politique plutÃ´t glissante, cette situation nâ??est pas nÃ©anmoins dÃ©sespÃ©rÃ©e au point de laisser un trou noir aux yeux de certains observateurs.

IndÃ©pendamment de la quantitÃ© de ses ressources naturelles potentielles, de la richesse de ses diversitÃ©s ethniques et culturelles, ainsi que de son histoire et de son emplacement gÃ©opolitique dans le monde, aucune sociÃ©tÃ© contemporaine ne peut socialement, Ã©conomiquement et politiquement progresser sans une vision nationale claire et une philosophie politique intÃ©grÃ©es sur lesquelles les gouvernÃ©s et gouvernants puissent construire un consensus social collectif sur le genre de sociÃ©tÃ© Ã crÃ©er. Sans aucun doute, la RDC demeure encore une rÃ©publique Ã recrÃ©er et un pays Ã dÃ©mocratiser, en dÃ©pit de son appellation de RÃ©publique dÃ©mocratique.

Dâ??oÃ¹ lâ??urgence dâ??une autre vision pour une autre dynamique dans ce vaste pays de lâ??Afrique centrale. Cette vision doit incorporer les Ã©lÃ©ments suivants : lâ??articulation dâ??une nouvelle signification pour lâ??indÃ©pendance, la promotion dâ??une dÃ©mocratie qui fonctionne effectivement, la rÃ©alisation de programmes cohÃ©rents pour le progrÃ¨s social et la consolidation de lâ??unitÃ© nationale.

En corollaire, dans une dÃ©marche ontologique plutÃ´t futuriste, cette vision doit pouvoir produire une culture dÃ©mocratique basÃ©e sur le progrÃ¨s social et le besoin vital dâ??un partenariat international global, utiles Ã la fois Ã la reconstruction dâ??une vraie RÃ©publique et au progrÃ¨s socio-Ã©conomique de la sous-rÃ©gion de lâ??Afrique centrale Ã laquelle appartient la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, ainsi que de lâ??Afrique tout entiÃ¨re.

Iowa City, le 1er mars 2005 (mis Ã jour le 13 mai 2015)

VISION

Construire, au Congo, un pays qui sera le paradis pour ses habitants !

default watermark

Nous avons un rÃªve pour notre pays, la RDC : câ??est celui dâ??une nation dÃ©mocratique engagÃ©e dans le dÃ©veloppement et capable de protÃ©ger son indÃ©pendance, sa souverainetÃ©, son unitÃ©, de mÃªme que son intÃ©gritÃ© territoriale. Une nation capable de rejoindre la communautÃ© des nations avec le droit Ã lâ??Ã©galitÃ© des chances entre nations.

La RDC que nous prÃ´nons est une nation prÃªte Ã cohabiter en paix avec ses voisins et libÃ©rÃ©e de la famine, des maladies endÃ©miques et du flÃ©au des invasions barbares ainsi que des guerres civiles destructrices.

Notre rÃªve est de voir le peuple congolais profiter de ses immenses ressources naturelles, de ses potentialitÃ©s en ressources humaines ainsi que de la crÃ©ativitÃ© qui lui est reconnue partout dans le monde, jouir des droits et libertÃ©s inaliÃ©nables Ã tout Ãªtre humain et crÃ©er sa dynamique du progrÃ¨s pour vivre dans la dignitÃ© sans Ãªtre obligÃ© de dÃ©pendre, pour sa survie, de lâ??aide internationale.

Cette nouvelle RDC nâ??est pas un rÃªve inaccessible.

Oui, cette RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo est possible, si lâ??on reconnaÃ®t aux citoyens congolais leurs droits fondamentaux. Car lâ??expÃ©rience prouve que, pour quâ??il y ait des progrÃ¨s durables en matiÃ¨re de lutte contre lâ??extrÃªme pauvretÃ©, telle celle dans laquelle croupit la population congolaise, il est nÃ©cessaire dâ??entreprendre une politique fondÃ©e sur lâ??ensemble des droits de lâ??homme.

Oui, cette RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo est possible avec des dirigeants responsables et efficaces ayant (i) les capacitÃ©s cognitives et les compÃ©tences politiques nÃ©cessaires pour gÃ©rer la nation, (ii) des valeurs sociales et morales incontestables pour assumer cette charge dans lâ??Ã©quitÃ© et la justice, et (iii) la vision nÃ©cessaire pour orienter notre dÃ©veloppement durant une longue pÃ©riode dâ??apprentissage de la dÃ©mocratie.

Oui, notre rÃªve de construire au Congo un pays qui sera le paradis pour ses habitants peut donc se matÃ©rialiser si, en plus de la reconnaissance aux Congolais de leurs droits fondamentaux et de lâ??Ã©mergence de dirigeants compÃ©tents et responsables, nous procÃ©dons aux bons choix stratÃ©giques dans lâ??Ã©dification nationale.

Nous considÃ©rons les tÃ¢ches suivantes du gouvernement comme essentielles : (i) privilÃ©gier les normes par rapport aux ordres des dirigeants par la mise en place dâ??un Etat de Droit ; (ii) entreprendre la construction dâ??un systÃ¨me dÃ©mocratique stable ; (iii) assurer la protection des vies et des biens ; (iv) encourager lâ??indÃ©pendance de notre Ã©conomie ; et (v) Å?uvrer pour la justice sociale en rÃ©duisant le niveau de la pauvretÃ©.

Nous invitons tous les Congolais Ã nous rejoindre dans cette lutte pour sauver le Congo, afin dâ??assurer un meilleur futur aux nouvelles gÃ©nÃ©rations de Congolais.

ETAT DE DROIT

Instaurer la primautÃ© des normes sur les ordres, ainsi que le principe dâ??Ã©galitÃ© devant la loi.

default watermark

Nous luttons pour lâ??Ã©tablissement en RDC dâ??un Etat dont les rÃ¨gles de gestion ne seront plus basÃ©es sur les ordres dâ??une personne, mais sur des normes impersonnelles, que celles-ci soient constitutionnelles, Ã©conomiques, sociales ou autres.

Etablir lâ??Etat de droit en RDC, câ??est assurer lâ??Ã©galitÃ© de tous devant la loi et la soumission Ã celle-ci de toutes les dÃ©cisions des autoritÃ©s administratives et gouvernementales. Ceci est nÃ©cessaire afin dâ??assurer que les agents de lâ??Etat qui exÃ©cutent des ordres demeurent des agents au service de la loi votÃ©e par les reprÃ©sentants de la nation, et non pas des agents au service des dirigeants.

Ainsi, dans la nouvelle RDC, le respect du principe juridique de hiÃ©rarchie des normes (constitutionnelles, lÃ©gislatives, ministÃ©rielles, rÃ©glementaires) trouvera dans la rÃ©forme de la justice administrative un cadre propice Ã la promotion de la culture de la lÃ©galitÃ© sâ??agissant de la dÃ©cision des autoritÃ©s administratives. Ainsi donc, la soumission de lâ??Etat Ã ses propres lois garantira Ã tous les citoyens la protection de la loi contre lâ??arbitraire.

Lâ??Etat de droit que nous prÃ´nons, câ??est donc la primautÃ© de la loi en tant quâ??expression de la volontÃ© gÃ©nÃ©rale sur lâ??arbitraire. Sans cet Etat de droit, il nâ??y aura point de bien-Ãªtre gÃ©nÃ©ral, ni de dÃ©veloppement. Et la place du citoyen sera dÃ©terminÃ©e non pas par sa position dans la hiÃ©rarchie sociale, ses relations aux dÃ©tenteurs du pouvoir, son appartenance aux groupes dâ??intÃ©rÃªts Ã©conomiques, politiques, ethniques ou religieux, mais par ses mÃ©rites et les droits humains inaliÃ©nables qui lui seront reconnus par la constitution et les lois.

DEMOCRATIE VIABLE

La dÃ©mocratisation est un processus long et complexe dâ??Ã©lÃ©vation du niveau de participation ainsi que de compÃ©tition, dont le succÃ¨s requiert la stabilitÃ© des institutions.

Un systÃ¨me politique est qualifiÃ© de dÃ©mocratique si ses dÃ©cideurs collectifs les plus puissants sont choisis par le biais dâ??Ã©lections pÃ©riodiques, libres, transparentes et crÃ©dibles. Les

Ã©lections constituent donc la voie incontournable qui mÃ¨ne au systÃ¨me dÃ©mocratique moderne.

Cependant, bien que lâ??organisation dâ??Ã©lections constitue une condition nÃ©cessaire pour la dÃ©mocratie, elle nâ??en constitue pas moins une condition insuffisante, car une Ã©lection peut aussi mener au renversement du processus de dÃ©mocratisation. Seules des Ã©lections libres, transparentes et honnÃªtes constituent la condition sine qua non pour une vraie dÃ©mocratie.

La consolidation de la dÃ©mocratie en RDC sera un processus long et complexe qui doit Ãªtre soigneusement contrÃ´lÃ© afin dâ??Ã©viter un basculement vers lâ??autoritarisme. Il est gÃ©nÃ©ralement admis quâ??un rÃ©gime politique ne devient dÃ©mocratique de maniÃ¨re stable quâ??aprÃ¨s trois alternances au pouvoir par des Ã©lections consÃ©cutives et rÃ©guliÃ¨res. Comme il nâ??y a pas de sociÃ©tÃ© humaine sans accrocs ni conflits, le rÃ´le primordial de lâ??Etat est de donner un cadre structurÃ©, moderne et adaptÃ© Ã la rÃ©solution des diffÃ©rends. En permanence, lâ??Etat doit donc se structurer et se rÃ©former pour garantir Ã tous cette mission sociale. Ces rÃ¨gles Ã©tatiques seront dâ??autant plus acceptÃ©es si lâ??Etat se fonde sur la volontÃ© gÃ©nÃ©rale Ã©mise par les reprÃ©sentants Ã©lus dÃ©mocratiquement.

default watermark

Notre stratÃ©gie pour la construction dâ??un systÃ¨me dÃ©mocratique stable sera fondÃ©e sur le choix dâ??un systÃ¨me Ã©lectoral unificateur, la qualitÃ© de la gouvernance, la lutte contre la corruption, le choix de la forme des institutions politiques nÃ©cessaires pour garantir la stabilitÃ© institutionnelle.

1. SystÃ¨me Ã©lectoral centripÃ¨te :

Il est nÃ©cessaire que la RDC choisisse un systÃ¨me Ã©lectoral qui puisse favoriser la participation et la compÃ©tition honnÃªte, tout en garantissant lâ??Ã©mergence dâ??une nation moderne stable dans un pays hÃ©tÃ©rogÃ¨ne sur le plan ethnique.

Pendant la pÃ©riode dâ??apprentissage dÃ©mocratique, les Ã©lections tenues dans les sociÃ©tÃ©s ethniquement divisÃ©es aboutissent souvent au repli communautaire. Ces replis deviennent des sources de tensions, encouragÃ©es par certains politiciens qui nâ??hÃ©sitent pas Ã jouer la carte ethnique ou rÃ©gionale pour mobiliser des Ã©lecteurs afin de sâ??assurer une victoire facile.

Lâ??Etat doit concevoir un systÃ¨me Ã©lectoral pour prÃ©munir la nation contre lâ??Ã©mergence des politiques ethnicistes ou rÃ©gionalistes, situation pouvant ouvrir la voie Ã des forces centrifuges et fragiliser la dÃ©mocratie. Les organisations politiques ethnicistes doivent Ãªtre dÃ©couragÃ©es, et celles Ã caractÃ¨re multiethnique encouragÃ©es par lâ??Etat.

2. Lutte contre la corruption :

Du rÃ©gime nÃ©opatrimonial qui a rÃ©gi le pays durant plus de trente ans, nous avons hÃ©ritÃ© une culture prÃ©disposÃ©e Ã la corruption Ã tous les niveaux. Cette rÃ©alitÃ© indÃ©niable en RDC a un impact nÃ©gatif non seulement sur les performances Ã©conomiques, mais aussi sur le dÃ©veloppement politique.

La corruption politique peut avoir un impact dÃ©vastateur sur lâ??organisation des Ã©lections dÃ©mocratiques, ainsi que sur le fonctionnement des institutions politiques.

En effet, comme dans tous les pays du monde, la compÃ©tition Ã©lectorale en RDC exigera la mobilisation de ressources financiÃ¨res par les organisations politiques pour leurs campagnes. Mais dans un pays oÃ¹ lâ??Etat Ã©tait devenu lâ??instrument appropriÃ© pour lâ??enrichissement personnel et oÃ¹ ceux qui sont passÃ©s au pouvoir se sont enrichis au dÃ©triment du reste de la population, lâ??influence de lâ??argent dans le processus politique et Ã©lectoral en RDC risque dâ??aliÃ©ner la transparence, la crÃ©dibilitÃ© des Ã©lections, ainsi que la confiance du public envers les institutions de gouvernement. Par ailleurs, certains candidats peuvent profiter de leur prÃ©sence au pouvoir pour manipuler les Ã©lections ou utiliser les ressources publiques pour leurs propres campagnes. Nous devons Ã©radiquer la corruption Ã tous les niveaux pour donner plus de chance Ã la consolidation de la dÃ©mocratie.

3. Bonne gouvernance :

Ce concept est apparu trÃ¨s rÃ©cemment dans le vocabulaire de lâ??Ã©conomie du dÃ©veloppement et son acceptation diffÃ¨re dâ??un pays Ã lâ??autre. En gÃ©nÃ©ral, la bonne gouvernance a pour objectif de renforcer la capacitÃ© des autoritÃ©s de gÃ©rer les processus de dÃ©veloppement et de crÃ©er un climat favorable Ã lâ??exercice des responsabilitÃ©s collectives dans la sociÃ©tÃ© civile. Les Ã©lÃ©ments constitutifs, pour leur part, sont : le renforcement des organisations de la sociÃ©tÃ© civile, lâ??avÃ¨nement dâ??un Etat de droit, une concertation sur la conduite de la sociÃ©tÃ© civile, la transparence des consultations Ã©lectorales, la bonne performance administrative (situation macro-Ã©conomique, sÃ©curitÃ©, justiceâ?¦) ainsi que la neutralitÃ© des militaires Ã lâ??Ã©gard de la sphÃ¨re politique. Ensemble, ces dimensions contribuent Ã la prÃ©vention des conflits et Ã la dÃ©crispation des tensions politiques et sociales, favorisant ainsi lâ??avÃ¨nement dâ??une culture de paix.

default watermark

4. Etat unitaire dÃ©centralisÃ© :

Nous croyons Ã la dÃ©mocratie libÃ©rale, fondÃ©e sur le principe de sÃ©paration des pouvoirs de lâ??Etat : lÃ©gislatif, exÃ©cutif et judiciaire.

Nous croyons que la situation actuelle dans notre pays a besoin dâ??un Etat capable dâ??Ã©tendre effectivement son autoritÃ© sur lâ??ensemble du territoire national et de faire respecter le principe dâ??inclusion, conformÃ©ment Ã la DÃ©claration universelle des droits de lâ??homme. Lâ??Etat doit sâ??assurer que chaque citoyen congolais a le droit Ã la libertÃ© de mouvement et de rÃ©sidence dans lâ??ensemble du territoire national et quâ??aucun Congolais ne soit discriminÃ© Ã cause de son origine. Câ??est ce qui dÃ©termine notre choix en faveur du systÃ¨me unitariste. Certes, lâ??unitarisme signifie que lâ??autoritÃ© constitutionnelle souveraine est gÃ©rÃ©e par le pouvoir central. Mais ceci ne signifie pas que toutes les dÃ©cisions doivent Ãªtre prises au centre. Pour assurer la plus grande participation des Congolais aux dÃ©cisions qui les concernent, nous sommes pour la dÃ©centralisation des pouvoirs administratifs et politiques. Le rapprochement des gouvernants et des gouvernÃ©s aura un impact positif sur la performance des services rendus Ã la population et la participation des opÃ©rateurs Ã©conomiques au dÃ©veloppement de leur rÃ©gion.

5. RÃ©gime semi-prÃ©sidentiel :

Comme le montrent des analyses comparatives dâ??histoire constitutionnelle, lâ??expÃ©rience vÃ©cue par les jeunes dÃ©mocraties dont le revenu par habitant nâ??atteint pas mille dollars conforte lâ??idÃ©e gÃ©nÃ©rale que la longÃ©vitÃ© des dÃ©mocraties prÃ©sidentielles est relativement plus

Ã©levÃ©e que celle des dÃ©mocraties parlementaires.

Il est donc important, dans lâ??Ã©tape actuelle de lâ??Ã©dification nationale, que le PrÃ©sident soit un dirigeant bÃ©nÃ©ficiant de la confiance du peuple et une personne capable de sâ??impliquer effectivement dans la rÃ©solution des problÃ¨mes les plus critiques avant la prise de dÃ©cision. Cependant, lâ??Ã©quilibre des pouvoirs devra Ãªtre nÃ©gociÃ© avec le pouvoir lÃ©gislatif afin de limiter le pouvoir du PrÃ©sident. Câ??est ce qui justifie notre prÃ©fÃ©rence pour un rÃ©gime semi-prÃ©sidentiel.

SECURITE NATIONALE

Lâ??Etat doit sâ??organiser pour exercer son monopole de lâ??usage de la force ainsi que de la coercition ; et ce, dans les limites prescrites par la loi.

Le monopole de lâ??usage de la force et de la coercition constitue une des caractÃ©ristiques de lâ??Etat orientÃ© vers le progrÃ¨s ; car, pour assurer leur dÃ©veloppement, les Etats doivent non seulement faire appliquer la loi, Ã©tablir et maintenir lâ??ordre dans les territoires qui leur sont reconnus, assurer la protection des biens et des personnes, mais aussi prendre des mesures permettant de garantir leurs intÃ©rÃªts vitaux contre dâ??autres Etats. La RDC ne peut pas se soustraire Ã cette nÃ©cessitÃ© dâ??Ã©tablir le monopole de la force et de la coercition.

default watermark

NÃ©anmoins, le droit lÃ©gitime du gouvernement de la RDC Ã identifier les menaces et Ã y rÃ©pondre par le moyen de coercition appropriÃ© doit sâ??accommoder du devoir et de la responsabilitÃ© de la paix Ã lâ??intÃ©rieur du pays ainsi que dans la rÃ©gion. La paix durable ne se construit pas seulement par les canons.

SÃ©curitÃ© intÃ©rieure :

Il existe une corrÃ©lation directe entre la gouvernance et la paix ainsi que la stabilitÃ© interne. En effet, lâ??Etat doit remplir ces deux fonctions principales pour gagner la loyautÃ© des citoyens : protÃ©ger et servir les citoyens. Et la loyautÃ© de tous Ã lâ??Etat-nation facilitera le maintien de lâ??ordre, contribuera au climat de paix et engendrera la solidaritÃ© nationale.

Par ailleurs, la rÃ©conciliation des protagonistes dans un conflit interne peut aussi servir de stratÃ©gie pour favoriser lâ??augmentation de la loyautÃ© envers lâ??Etat. En effet, aprÃ¨s lâ??identification de la source du conflit, lâ??Etat doit Å?uvrer pour lâ??Ã©tablissement de la confiance entre les diffÃ©rents protagonistes.

Le rÃ´le de Â« la commission de vÃ©ritÃ© Â» est primordial pour lâ??Ã©tablissement dâ??un climat de confiance mutuelle dans un conflit interne. La souplesse dâ??une telle commission est parfois plus attrayante et efficace pour la stabilitÃ© interne que le recours aux tribunaux. En effet, lâ??objectif dâ??une telle commission doit Ãªtre de rechercher la rÃ©conciliation en privilÃ©giant le pardon, au lieu de rechercher la justice qui conduirait Ã des sanctions.

Le grand dÃ©fi de cette approche est quâ??un Ã©quilibre dÃ©licat doit Ãªtre trouvÃ© entre le besoin dâ??amnistie ou de pardon, dâ??une part, et le sentiment de justice auquel les victimes ont droit, dâ??autre part. Une approche qui consacrerait le rÃ¨gne de lâ??impunitÃ© Ã©quivaudrait au nihilisme et Ã la frustration des victimes. Les crimes notoires, tels que les viols en rÃ©union, les tueries et

dâ??autres atrocitÃ©s de guerre, qui sont des violations massives des droits de lâ??homme, ne doivent pas Ã©chapper Ã la justice. Les poursuites judiciaires de telles barbaries ont des effets non seulement pÃ©dagogiques contre la rÃ©cidive, mais aussi thÃ©rapeutiques pour les victimes. Câ??est sans aucun doute aussi la voie la plus efficace pour recrÃ©er la suprÃ©matie des valeurs humaines et des normes dÃ©mocratiques.

Le pardon ne devrait pas signifier lâ??oubli de la vÃ©ritÃ©. La Commission de VÃ©ritÃ© et RÃ©conciliation Ã©tablie en Afrique du Sud Ã la fin du rÃ©gime dâ??apartheid en est le meilleur exemple. Cette commission a deux tÃ¢ches principales : (i) les recommandations dâ??amnistie pour chaque cas sur une base individuelle et dans des circonstances limitÃ©es prÃ©alablement ; (ii) les recommandations pour la traduction en justice des crimes de violations massives des droits de lâ??homme.

Une meilleure approche pour Ã©tablir la sÃ©curitÃ© interne en RDC consisterait donc dans lâ??amÃ©lioration de la gouvernance, lâ??encouragement de la sociÃ©tÃ© civile Ã jouer un rÃ´le actif, lâ??amnistie sÃ©lective, ainsi que la poursuite en justice des cas de violations massives des droits de lâ??homme.

default watermark

SÃ©curitÃ© extÃ©rieure :

Le respect des principes dâ??Ã©galitÃ© et de rÃ©ciprocitÃ© dans les relations internationales, le respect des accords et des traitÃ©s internationaux conclus en bonne et due forme, la prise en charge de responsabilitÃ©s internationales et lâ??assurance de participer de maniÃ¨re loyale Ã la rÃ©solution pacifique des conflits sont les grands axes dâ??une politique de sÃ©curitÃ© extÃ©rieure Ã laquelle nous adhÃ©rons.

La diplomatie prÃ©ventive doit concilier la protection des intÃ©rÃªts de la RDC et la prise en compte des intÃ©rÃªts lÃ©gitimes des autres nations, tel que lâ??avait recommandÃ© Patrice Emery Lumumba dans son livre Ã©crit en 1958. La conclusion dâ??un pacte de paix et de sÃ©curitÃ© durable pour la rÃ©gion des Grands Lacs devra permettre le rÃ©tablissement de la coopÃ©ration et de lâ??intÃ©gration rÃ©gionales.

Toutefois, la conclusion dâ??un tel pacte ne devrait pas ignorer les causes profondes des conflits secouant la rÃ©gion. Le gÃ©nocide rwandais de 1994 et la prÃ©sence dâ??opposants rwandais armÃ©s en territoire congolais ne constituent pas les causes des conflits, mais deux consÃ©quences de ceux-ci. A la base de ces conflits, nous retrouvons la gestion des ressources environnementales, la politique dâ??exclusion ethnique et de massifs mouvements transfrontaliers des populations.

10. Maintien de lâ??ordre et de la sÃ©curitÃ© collective :

MalgrÃ© la bonne gouvernance qui favorise le degrÃ© des citoyens envers lâ??Etat ainsi quâ??une politique Ã©trangÃ¨re trÃ¨s pacifiste et lâ??usage dâ??une diplomatie prÃ©ventive, compte tenu des divergences dâ??intÃ©rÃªts et de besoins dans toute sociÃ©tÃ© humaine, la probabilitÃ© dâ??une menace interne ou externe de dÃ©stabilisation de lâ??Etat ne doit pas Ãªtre exclue. La RDC doit donc sâ??organiser pour dissuader les attaques ou rÃ©duire le niveau de menace Ã sa souverainetÃ©, Ã la sÃ©curitÃ© de ses habitants ainsi quâ??Ã leurs biens, conformÃ©ment aux lois nationales et internationales.

Pour ce faire, une des responsabilitÃ©s primordiales des gouvernants est dâ??organiser et de renforcer le systÃ¨me judiciaire, la police interne ainsi que celle des frontiÃ¨res, lâ??armÃ©e professionnelle et le service dâ??intelligence dans le cadre dÃ©fini par la constitution. Il faut surtout Ã©viter que lâ??organisation des moyens de dÃ©fense ne soit utilisÃ©e par des individus pour consolider le pouvoir dâ??une personne ou dâ??un groupe de personnes au sommet de lâ??Etat.

INDEPENDANCE ECONOMIQUE

Le dÃ©veloppement durable requiert une indÃ©pendance Ã©conomique ; et celle-ci ne peut Ãªtre que le rÃ©sultat de la capacitÃ© de lâ??Etat dans la mobilisation des ressources financiÃ¨res internes, dans la valorisation du capital humain ainsi que dans le changement de la structure de production.

La littÃ©rature Ã©conomique parle de Â« scandale gÃ©ologique Â» pour dÃ©signer lâ??Ã©norme richesse du sol et du sous-sol de la RDC. A cette potentialitÃ© sâ??ajoute le capital humain de 60 millions de personnes.

Cependant, il ressort des donnÃ©es officielles que pour lâ??annÃ©e fiscale 2015, 21% du budget du gouvernement congolais est financÃ© par lâ??apport extÃ©rieur au titre de Â« recettes exceptionnelles Â». Lâ??approvisionnement en vivres des centres urbains dÃ©pend de lâ??importation. Lâ??insolvabilitÃ© de lâ??Etat a justifiÃ© lâ??admission de la RDC au Programme des pays pauvres trÃ¨s endettÃ©s de la planÃ¨te ; un statut contraignant qui fait dÃ©pendre le pays des conditionnalitÃ©s des organisations financiÃ¨res internationales. MÃªme pour lâ??organisation des Ã©lections prochaines, la participation Ã©trangÃ¨re au financement dÃ©passerait les 40% ! Tout ce qui prÃ©cÃ¨de montre que la prise de dÃ©cision au sommet de notre Etat est loin dâ??Ãªtre souveraine.

default watermark

Il est indÃ©niable que la raison la plus apparente pour expliquer la dÃ©pendance financiÃ¨re de lâ??Etat est la faiblesse de lâ??Ã©conomie formelle congolaise, qui a Ã©tÃ© totalement dÃ©truite aprÃ¨s quatre dÃ©cennies de gestion nÃ©opatrimoniale et plus de cinq ans de guerre. En effet, bien quâ??Ã partir de 2013, on constate une prÃ©servation de la stabilitÃ© macro-Ã©conomique et la maÃ®trise de lâ??inflation, le produit intÃ©rieur brut par habitant du secteur formel Ã©tait en continuelle dÃ©croissance depuis plusieurs dÃ©cennies. En 2002, il Ã©tait au quart de son niveau de 1982. Or, en 1982, il avait dÃ©jÃ perdu les deux tiers de sa valeur de 1962 ! Par contre, le secteur informel se dÃ©veloppe. La grande majoritÃ© des Congolais ne survivent que grÃ¢ce Ã la dÃ©brouillardise et Ã des activitÃ©s pour lesquelles lâ??Etat ne perÃ§oit aucune taxe. Il est Ã©vident que le dÃ©veloppement du secteur informel au dÃ©triment du secteur formel de lâ??Ã©conomie rÃ©duit les capacitÃ©s financiÃ¨res de lâ??Etat Ã sâ??acquitter de ses fonctions essentielles et Ã promouvoir la croissance Ã©conomique.

Ainsi donc, la faiblesse de la production formelle et la domination de lâ??Ã©conomie informelle entretiennent, chaque jour un peu plus, la dÃ©pendance vis-Ã -vis de lâ??Ã©tranger.

Depuis la chute du mur de Berlin, un certain nombre de facteurs ont profondÃ©ment modifiÃ© les perspectives dâ??Ã©volution Ã©conomique et politique Ã lâ??Ã©chelle internationale, notamment : (i) la prÃ©fÃ©rence de plus en plus marquÃ©e pour un modÃ¨le de dÃ©veloppement fondÃ© sur les mÃ©canismes du marchÃ©, notamment dans les pays en dÃ©veloppement ; (ii) les progrÃ¨s vertigineux des technologies de lâ??information ; (iii) une intÃ©gration ou interdÃ©pendance accrue des marchÃ©s et la mondialisation de lâ??Ã©conomie.

Les rapports dâ??interdÃ©pendance des Ã©conomies nationales sont donc une rÃ©alitÃ© planÃ©taire Ã laquelle aucun pays ne peut se soustraire. Ces relations dâ??interdÃ©pendance se traduisent par la compÃ©tition des Ã©conomies nationales Ã travers le commerce mondial, par une complÃ¨te spÃ©cialisation du travail, ainsi que par la domination des Ã©conomies de production supÃ©rieure sur celles de production infÃ©rieure.

La performance et la compÃ©titivitÃ© de chaque Etat dans lâ??Ã©conomie planÃ©taire tiennent compte des facteurs suivants :

- ressources physiques (la terre, lâ??eau, les mineraisâ?¦) ;
- ressources humaines (population active, niveau de formation, compÃ©tences) ;
- infrastructures (transport, communication, services de santÃ©, etc.) ;
- ressources pour les connaissances scientifiques et techniques (centres de recherche, laboratoires, bibliothÃ¨ques, etc.) ;
- capital financier (ressources financiÃ¨res, revenus de lâ??Etat).

Or, Ã part le facteur Â« ressources physiques Â», tous les autres facteurs de production ont, jusquâ??ici, Ã©tÃ© nÃ©gligÃ©s en RDC par les rÃ©gimes dictatoriaux. Alors que, au mÃªme titre que les autres Ã©conomies nationales, lâ??Ã©conomie congolaise est engagÃ©e dans la compÃ©tition Ã travers le commerce international, elle ne fait intervenir quâ??un seul des cinq facteurs de production prÃ©citÃ©s, Ã savoir son avantage en ressources physiques.

default watermark

Lâ??Ã©conomie formelle de la RDC demeure ainsi entiÃ¨rement tributaire de lâ??exportation de minerais et autres matiÃ¨res premiÃ¨res. MÃªme dans les Ã©changes informels avec les pays limitrophes, la part de la RDC est moins importante en valeur rÃ©elle et comprend principalement les exportations de produits agricoles et miniers dâ??extraction.

Une telle Ã©conomie, dite Â« factor driven Â», est extrÃªmement sensible au cycle de lâ??Ã©conomie de marchÃ© ainsi quâ??Ã la dÃ©tÃ©rioration des cours de change. Cette derniÃ¨re se traduit souvent par un dÃ©ficit de la balance des paiements qui, financÃ©e notamment par le crÃ©dit extÃ©rieur (la dette Ã©trangÃ¨re croissante) ou lâ??entrÃ©e illÃ©gale de devises Ã©trangÃ¨res par le secteur informel, augmente la dÃ©pendance vis-Ã -vis de lâ??extÃ©rieur.

Que faire pour conquÃ©rir notre indÃ©pendance ?

1. AmÃ©liorer lâ??environnement :

Etablir les conditions pour attirer les investissements directs Ã©trangers (stabilitÃ© politique, sociale et macro-Ã©conomique, lutte contre la corruption, libÃ©ralisation, amÃ©lioration des infrastructures de tÃ©lÃ©communication et de transport, ainsi que la protection des biens et des personnes).

2. Investir dans le dÃ©veloppement des ressources humaines :

Pour augmenter la productivitÃ© du travailleur congolais, ce dernier doit bÃ©nÃ©ficier dâ??une formation scolaire et professionnelle qui lui permette de supporter la compÃ©tition internationale. Par ailleurs, il doit Ãªtre en bonne santÃ©. Alors quâ??en moyenne, les pays dâ??Afrique noire consacrent 8% de leur budget Ã lâ??enseignement, il est dommage quâ??en RDC, depuis les annÃ©es 1980, ce

chiffre nâ??atteigne mÃªme pas 2% ! En outre, la part des services de santÃ© ne sâ??Ã©lÃ¨ve mÃªme pas Ã 1%. Le budget de lâ??Etat congolais doit reflÃ©ter sa dÃ©termination pour valoriser le capital humain, car sans capital humain, on ne peut ni produire, ni mÃªme dÃ©fendre le pays et ses institutions.

3. Eviter lâ??endettement non nÃ©cessaire :

Sâ??il est vrai que tous les Etats du monde recourent Ã lâ??endettement intÃ©rieur ou extÃ©rieur pour financer leur dÃ©veloppement, lâ??endettement non nÃ©cessaire et non suffisamment planifiÃ© auprÃ¨s des institutions financiÃ¨res internationales ne peut quâ??aggraver la dÃ©pendance. En effet, le rÃ´le des institutions de Bretton Woods (Banque mondiale, Fonds monÃ©taire international, Banque africaine de dÃ©veloppement, etc.) est sans cesse revu. Dâ??organismes de financement des projets de dÃ©veloppement et de surveillance des Ã©quilibres macro-Ã©conomiques et des liquiditÃ©s internationales, ces organismes se sont vu attribuer un rÃ´le de modÃ©lisation Ã©conomique et de contrÃ´le de la gestion gouvernementale. Plus grande est lâ??accÃ©lÃ©ration de la dette extÃ©rieure par rapport Ã la production exportÃ©e, plus grande sera la rÃ©duction du rÃ´le de lâ??Etat. Ainsi, petit Ã petit, lâ??Etat perd sa souverainetÃ© et est rÃ©duit au rÃ´le dâ??une simple organisation de contrÃ´le de la population pour la bonne exploitation du pays au profit dâ??entreprises commerciales ou industrielles Ã©trangÃ¨res. Il faut parfois avoir le courage de refuser les offres de crÃ©dit.

default watermark

4. ContrÃ´ler le secteur informel :

De mÃªme que la fiÃ¨vre ne constitue quâ??un symptÃ´me et une protection naturelle contre lâ??invasion du corps par des microbes, lâ??Ã©conomie informelle nâ??est quâ??un effet, un symptÃ´me du mal, et non sa cause. La dÃ©sorganisation de lâ??Ã©conomie nationale pendant des dÃ©cennies a gÃ©nÃ©rÃ© chez les Congolais une Ã©conomie de survie, une sorte de darwinisme Ã©conomique qui fait que les plus dÃ©brouillards survivent mieux Ã la misÃ¨re et Ã lâ??insÃ©curitÃ© sociale. En effet, il est admis que lâ??Ã©conomie informelle se dÃ©veloppe pendant une crise Ã©conomique et sâ??Ã©rige en tampon pour rÃ©duire le choc de la dÃ©tresse Ã©conomique en fournissant un gagne-pain aux masses appauvries. En RDC, lâ??incapacitÃ© de lâ??Etat Ã jouer son rÃ´le de rÃ©gulation Ã©conomique et de redistribution sociale a crÃ©Ã© des effets identiques Ã ceux dâ??une rupture du Â« contrat social Â» de J.J. Rousseau, entraÃ®nant le retour vers les lois naturelles. Il en a rÃ©sultÃ©, du point de vue sociologique, une redistribution des rÃ´les au sein des familles, oÃ¹ la femme voit sa place revalorisÃ©e dans lâ??informel par rapport aux discriminations Ã lâ??emploi dans lâ??Ã©conomie formelle.

5. Sans aucun doute, lâ??Ã©conomie informelle crÃ©e une dynamique sociale quâ??il appartient Ã lâ??Etat de canaliser vers des synergies bÃ©nÃ©fiques Ã lâ??Ã©conomie formelle (microcrÃ©dit, avantages fiscaux, etc.). Il appartient Ã lâ??Etat, dans son ambition nationale de normalisation de lâ??informel, dâ??Ã©tablir des stratÃ©gies attrayantes sur le plan fiscal et administratif. Il doit aussi dÃ©courager les soutiens dont bÃ©nÃ©ficie le systÃ¨me informel au sein de lâ??administration, en luttant contre la corruption et en ramenant le traitement des agents du secteur public Ã un niveau minimum de dÃ©cence. Car nul doute que si les agents de lâ??Etat profitent Ã certains Ã©gards de la prÃ©sence du secteur informel, ils crÃ©eront un environnement qui dissuade la normalisation de lâ??informel. Il convient donc, dans ce grand chantier dâ??intÃ©rÃªt national, de bien manier Â« le bÃ¢ton et la carotte Â». En effet, une rÃ©glementation trop rigoureuse peut conduire Ã lâ??effet contraire de celui escomptÃ©, Ã savoir le passage de lâ??informel vers lâ??Ã©conomie

rÃ©guliÃ¨re.

6. Organiser les services de collecte des recettes fiscales :

Il faut rÃ©organiser le systÃ¨me de collecte des revenus fiscaux : il convient dâ??assurer la mobilisation totale des recettes des contributions sur le commerce extÃ©rieur, de celles des contributions sur les revenus ainsi que sur les biens et services, en Ã©liminant la tendance Ã la consommation ou au dÃ©tournement de celles-ci par ceux qui sont chargÃ©s de les collecter. Il faut Ã©viter la surtaxe, car un niveau de taxe Ã©levÃ© encourage la corruption et empÃªche les entreprises de rÃ©investir leurs profits dans leurs propres affaires. La surtaxe directe ou indirecte fut la cause principale de lâ??effondrement de la GÃ©nÃ©rale des CarriÃ¨res et des Mines au ZaÃ¯re (GECAMINES), qui avait Ã©tÃ© le poumon de lâ??Ã©conomie congolaise pendant plusieurs dÃ©cennies.

7. Maximiser les revenus non fiscaux, notamment ceux des entreprises du portefeuille par une politique dâ??autogestion. Dans lâ??Ã¨re de la mondialisation, les puissances occidentales exercent un monopole dans le domaine financier et de lâ??information (mÃ©dias, journaux, internet, etc.). La maÃ®trise de lâ??information leur permet de faire la promotion de leur secteur privÃ© et de la privatisation des entreprises publiques des pays du tiers-monde pour tirer profit de ces portefeuilles ainsi libÃ©rÃ©s pour leurs capitaux. Nous croyons dans lâ??Ã©conomie du marchÃ© et dans les mÃ©rites de la privatisation. Cependant, nous croyons aussi Ã la nÃ©cessitÃ© de veiller Ã notre souverainetÃ© Ã©conomique.

default watermark

Dâ??ailleurs, il est admis que la privatisation des entreprises publiques nâ??est pas un remÃ¨de magique Ã toutes les situations. Bien au contraire, elle peut aussi ouvrir la porte au pillage du patrimoine de lâ??Etat. Ainsi, selon les experts de Banque mondiale, une politique de libÃ©ralisation et de dÃ©rÃ©gulation bien rÃ©flÃ©chie qui stimule lâ??augmentation effective de la concurrence peut parfois produire des rÃ©sultats plus positifs que la privatisation dans la recherche de bonne performance financiÃ¨re des entreprises publiques. Les entreprises publiques peuvent donc devenir profitables pour la nation, Ã condition de leur confÃ©rer une rÃ©elle autonomie de gestion et de cesser de les considÃ©rer comme les Â« poules aux Å?ufs dâ??or Â» des ministÃ¨res de tutelle.

8. Encourager le retour de la RDC sur les marchÃ©s financiers internationaux :

Il faut favoriser le retour de sociÃ©tÃ©s anonymes par actions de la RDC dans les marchÃ©s financiers internationaux. Cette stratÃ©gie permettra aux compagnies de la RDC de contrÃ´ler les multinationales et de participer Ã leurs dÃ©cisions quant au rÃ©investissement de profits et au transfert de nouvelles technologies vers la RDC. Lâ??expÃ©rience a prouvÃ© que la politique dâ??Ã©tatisation et de zaÃ¯rianisation, abusivement qualifiÃ©e de nationalisation, dans la pÃ©riode 1965-70, avait dÃ©truit la confiance du secteur privÃ© Ã©tranger pour investir au Congo, ainsi que les capacitÃ©s financiÃ¨res du pays. NÃ©anmoins, la stratÃ©gie de retour aux marchÃ©s financiers internationaux ne devrait pas cautionner le transfert du capital des entreprises publiques vers les comptes privÃ©s sans compensations dans la trÃ©sorerie, une pratique dÃ©noncÃ©e par le rapport des experts de lâ??ONU sur le pillage de la RDC (S/2001/357).

9. Modifier la structure de production ainsi que celle de lâ??import-export :

Il faut encourager les investissements privÃ©s (par exonÃ©ration des taxes) et entreprendre des investissements publics directs et indirects (interventions budgÃ©taires) pour la modification de la structure de production afin dâ??aboutir Ã la deuxiÃ¨me phase de dÃ©veloppement, dite Â« investment driven Â». Lâ??accent doit Ãªtre mis sur la diversification de lâ??Ã©conomie et lâ??augmentation de la rentabilitÃ© de la production en exportant des produits finis. Et ce, en vue de mettre le pays Ã lâ??abri des grandes fluctuations et, plus prÃ©cisÃ©ment, des contractions des revenus dâ??exportation. Ainsi, en exportant des produits finis, la RDC augmenterait ses capacitÃ©s financiÃ¨res internes et deviendrait moins dÃ©pendante de lâ??assistance Ã©conomique Ã©trangÃ¨re. Lâ??indÃ©pendance passe donc par le changement de la structure de production ainsi que du commerce extÃ©rieur.

10. Investir dans les technologies de lâ??information : le 21e siÃ¨cle est le siÃ¨cle de lâ??information. Il est inacceptable que la RDC soit le dernier pays en Afrique et dans le monde pour la densitÃ© tÃ©lÃ©phonique, le nombre dâ??utilisateurs dâ??ordinateurs et de lâ??internet. Il est dommage que les universitÃ©s congolaises manquent encore dâ??ordinateurs, pendant que dans certains pays les enfants commencent Ã utiliser lâ??ordinateur Ã lâ??Ã©cole maternelle.

default watermark

JUSTICE SOCIALE

Combattre la pauvretÃ© par une gestion responsable des ressources financiÃ¨res de lâ??Etat, lâ??Ã©quitÃ© dans la rÃ©partition du revenu national, la formation de la femme congolaise ainsi que lâ??Ã©ducation de lâ??enfant congolais.

MalgrÃ© les richesses potentielles du pays, la population congolaise vient dâ??entrer au 21e siÃ¨cle en tant quâ??une des populations les plus pauvres de la planÃ¨te. Plus de 90% de la population congolaise vit dans la pauvretÃ© absolue, câ??est-Ã -dire avec moins de 1 dollar par jour.

Le degrÃ© de pauvretÃ© de la RDC est mis en Ã©vidence par les indicateurs socio-Ã©conomiques suivants :

- Malnutrition : dans les annÃ©es 1980, la FAO avait dÃ©jÃ dÃ©couvert que plus de 50% de la population congolaise ne vivait que dâ??un repas par jour. Ce pourcentage sâ??est aujourdâ??hui accentuÃ©.
- Taux de mortalitÃ© infantile : le taux de mortalitÃ© des moins de cinq ans, en dÃ©croissance de 25 Ã 20% durant la pÃ©riode 1950-1980, est de nouveau en croissance (21%) en 2001.
- Taux de scolarisation : le niveau de scolarisation des enfants, de plus de 80% pour le primaire en 1970, est passÃ© Ã 40% en 2001.
- AccÃ¨s Ã lâ??eau potable et aux soins de santÃ© : aujourdâ??hui, seulement 18% de la population congolaise a accÃ¨s aux soins de santÃ©, 6,7% Ã lâ??Ã©lectricitÃ© et 14% Ã lâ??eau potable (50% des cas de mortalitÃ© en RDC sont dus aux maladies liÃ©es Ã la consommation dâ??eau non potable).
- Emploi : la situation du chÃ´mage est indescriptible. La fonction publique demeure le premier employeur. En 1975, les traitements des fonctionnaires reprÃ©sentaient 53,4% des dÃ©penses budgÃ©taires ; en 1989, ils nâ??en constituaient que 20,6%. En 1985, le ZaÃ¯re Ã©tait devenu lâ??Etat sub-saharien qui allouait la plus faible part de son budget aux traitements de ses fonctionnaires par rapport au PIB. Par la suite, la situation a empirÃ© durant les annÃ©es qui ont suivi, compte tenu aussi de la guerre.

Certes, notre pays nâ??est pas le seul dont la pauvretÃ© nâ??est pas en rÃ©duction. Mais, comme le soulignent plusieurs analyses des experts de la Banque mondiale, la situation en RDC est exceptionnelle parce que la pauvretÃ© pourrait Ãªtre Ã©vitÃ©e. En RDC, beaucoup plus que dans tout autre Etat de la planÃ¨te, il existe une corrÃ©lation directe entre la mauvaise distribution du revenu national et la pauvretÃ©.

Que faire pour rÃ©duire le niveau de pauvretÃ© ?

1. Gestion des ressources financiÃ¨res :

Eradiquer la culture dâ??affectation des ressources publiques vers des objectifs politiques non liÃ©s au dÃ©veloppement en orientant les crÃ©dits dÃ©gagÃ©s vers le dÃ©veloppement des ressources humaines (Ã©ducation secondaire obligatoire, santÃ© pour tous, etc.) ainsi que le dÃ©veloppement communautaire (eau potable pour tous, Ã©lectrification de nos villes et campagnes).

2. Garantir lâ??accÃ¨s Ã lâ??eau potable, aux soins de santÃ©, ainsi quâ??Ã lâ??approvisionnement en nourriture doit constituer une obligation pour le gouvernement, car ces droits sont prÃ©vus par la DÃ©claration universelle des droits de lâ??homme.

default watermark

3. EquitÃ© sociale :

Diminuer le niveau dâ??inÃ©galitÃ© entre les traitements des agents publics et revaloriser les traitements des fonctionnaires dans le budget de lâ??Etat, car le secteur public doit donner lâ??exemple au secteur privÃ©. Il est inacceptable que, malgrÃ© ses potentialitÃ©s, la RDC soit classÃ©e parmi les Etats subsahariens qui allouent la plus faible part du budget aux traitements de ses fonctionnaires par rapport au produit intÃ©rieur brut. Le Salaire minimal interprofessionnel garanti (SMIG) doit Ãªtre fixÃ© au-dessus du niveau de pauvretÃ© en vue de permettre aux travailleurs et Ã leurs familles de vivre dans la dignitÃ©.

4. Promouvoir lâ??Ã©ducation de la femme congolaise :

Selon les statistiques, 51 % de la population active de la RDC est constituÃ©e de personnes de sexe fÃ©minin. Par contre, le degrÃ© dâ??alphabÃ©tisation est de 53% chez les femmes et de 76 % chez les hommes. Et pourtant, ce sont les activitÃ©s des femmes dans le secteur informel qui supportent la majoritÃ© des familles. Lâ??Etat doit donc, par Ã©quitÃ©, promouvoir lâ??Ã©ducation des femmes, car comme lâ??avait si bien dit Patrice Lumumba : Â« Eduquer un homme, câ??est Ã©duquer un individu ; mais Ã©duquer une femme, câ??est Ã©duquer toute une nation. Â»

5. Investir pour la santÃ© et la formation de lâ??enfant congolais :

PrÃ¨s de 50% de la population congolaise est Ã¢gÃ©e de moins de 15 ans. La jeunesse Ã©tant aussi bien le prÃ©sent que lâ??avenir dâ??un pays, lâ??Etat doit veiller Ã sa protection et aux soins nÃ©cessaires Ã son bien-Ãªtre ainsi quâ??Ã son Ã©panouissement harmonieux dans un milieu familial, dans un climat de bonheur, dâ??amour et de comprÃ©hension. Pour ce faire, lâ??Etat congolais doit prendre des mesures effectives dans le cadre budgÃ©taire pour rÃ©duire la mortalitÃ© parmi les nourrissons et les enfants en assurant leur accÃ¨s aux soins de santÃ© primaire, en luttant contre la malnutrition, en dÃ©veloppant les soins de santÃ© prÃ©ventive et en Ã©duquant les jeunes Ã la prÃ©vention des maladies sexuellement transmissibles, notamment le sida. Lâ??Etat doit aussi sâ??engager dans une politique dâ??investissement dans lâ??enseignement, afin dâ??allÃ©ger les

charges financiÃ¨res des parents pour lâ??Ã©ducation de leur progÃ©niture et prÃ©parer lâ??enfant dâ??aujourdâ??hui Ã devenir lâ??adulte responsable et productif de demain. Lâ??Ã©ducation gratuite jusquâ??au niveau de la deuxiÃ¨me annÃ©e dâ??Ã©tudes secondaires doit Ãªtre lâ??un des objectifs immÃ©diats de lâ??Etat congolais pour la revalorisation des ressources humaines, ainsi que lâ??Ã©radication du phÃ©nomÃ¨ne des enfants de rue ou Â« chÃ©guÃ© Â», et celui des Â« enfants-soldats Â».

Categorie

1. Uncategorized

date crÃ©Ã©e
aoÃ»t 8, 2019
Auteur
congokintribune

default watermark